

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 11 au 17 décembre 2025

Le chancelier fédéral Friedrich Merz a reçu à Berlin, les dimanche 14 et lundi 15 décembre, des représentants ukrainiens, européens et américains pour des consultations sur l'Ukraine. Ces consultations ont permis de dégager des orientations politiques communes et de renforcer la coordination entre l'Ukraine, les États-Unis et les partenaires européens. Les participants européens ont confirmé leur soutien à l'Ukraine et souligné la nécessité de garanties de sécurité crédibles dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu, sans s'accorder sur leur forme précise. L'éventualité d'un déploiement d'une force multinationale européenne chargée de garantir la paix en Ukraine a été évoquée, mais aucune décision contraignante n'a été prise. Les discussions ont également porté sur l'utilisation des avoirs russes gelés dans l'Union européenne. Friedrich Merz s'est prononcé en faveur de leur emploi à long terme pour soutenir l'Ukraine, une question qui reste néanmoins en suspens et devra être tranchée ultérieurement au niveau européen. La question des territoires occupés reste non tranchée et renvoyée à la fin d'éventuelles négociations. La réaction de la Russie aux propositions avancées à Berlin demeure incertaine.

Le 17 décembre 2025, la coalition gouvernementale allemande CDU-SPD adopte en Conseil des ministres une réforme mettant fin au "Bürgergeld", remplacé par une nouvelle allocation de base aux règles plus strictes. Les sanctions sont durcies : en cas de refus de coopérer avec le service de l'emploi, les prestations pourront être réduites jusqu'à 30 %, voire supprimées temporairement, avec un risque de perte de la prise en charge du logement. La réforme prévoit aussi un accès plus rapide au patrimoine personnel des bénéficiaires. Soutenue par la CDU et une partie du SPD, la réforme suscite de vives critiques à gauche, qui redoute une aggravation des difficultés sociales. Le gouvernement souligne toutefois que les sanctions ne concerneront qu'une minorité de bénéficiaires et que des exceptions sont prévues pour les cas de vulnérabilité.

L'Allemagne crée une commission des retraites chargée de proposer d'ici mi-2026 une réforme face au vieillissement démographique et à la baisse du nombre d'actifs. Sans changements, les jeunes générations supporteraient une charge de cotisations dépassant 50 % de leurs revenus sur la vie active, bien plus que les générations actuelles de retraités. Coprésidée par Frank-Jürgen Weise, ancien président de l'Agence fédérale pour l'emploi, la commission devra trancher des questions clés comme le niveau des pensions, l'âge de départ et l'élargissement de l'assiette des cotisants, afin d'éviter un déséquilibre durable entre les générations.

L'industrie automobile allemande traverse une période critique, atteignant son niveau de bénéfice opérationnel le plus bas depuis la crise financière de 2009. Au 3^e trimestre 2025, malgré des ventes et un chiffre d'affaires relativement stables pour Volkswagen, BMW et Mercedes-Benz, le bénéfice opérationnel s'est effondré de 76 %, pour s'établir à environ 1,7 milliard d'euros, un niveau inédit depuis 2009. Une analyse du cabinet EY souligne que cette baisse est nettement plus marquée qu'ailleurs : seulement -29 % au Japon et -14 % aux États-Unis et en Chine. Les experts attribuent cette situation au recul de la demande pour les véhicules premium, aux droits de douane américains, aux taux de change défavorables et aux coûts élevés liés à la restructuration et à

l'électromobilité. Pour faire face, de nombreux constructeurs et équipementiers, dont Bosch, ZF, Mercedes-Benz et Volkswagen, ont lancé des plans de suppressions d'emplois, afin de renforcer la compétitivité à moyen terme.

Le président de la *Kassenärztliche Bundesvereinigung* (KBV, Association fédérale des médecins conventionnés) Andreas Gassen, plaide pour une augmentation des taxes sur le tabac et l'alcool ainsi que pour l'introduction d'une taxe sur le sucre, sur le modèle de certains pays scandinaves. Selon lui, ces mesures permettraient d'augmenter les recettes publiques de manière ciblée et de financer durablement le système de santé. Gassen propose notamment une hausse de deux euros par paquet de cigarettes, qui pourrait générer environ sept milliards d'euros par an et contribuer à prévenir le tabagisme, en particulier chez les jeunes. Il insiste sur le fait que ces recettes devraient être strictement affectées au secteur de la santé. Parallèlement, l'assureur maladie DAK-Gesundheit observe une baisse record des hospitalisations pour intoxication alcoolique chez les 10-19 ans en 2024, tout en mettant en garde contre un important nombre de cas non recensés.

Le gouvernement allemand a lancé le nouveau portail en ligne *EinfachMachen* (« Passer à l'action »), permettant aux citoyens et entreprises de signaler la bureaucratie inutile ou excessive. L'objectif est de simplifier les réglementations et les procédures administratives. Grâce à un formulaire en ligne, il est possible de décrire un problème et de proposer des améliorations en quelques clics, tout en choisissant le domaine concerné (énergie, santé, fiscalité, migration, etc.). Les signalements sont d'abord traités de manière semi-automatisée, puis, à terme, grâce à l'intelligence artificielle. Le ministre du Numérique, Karsten Wildberger (CDU), considère ce portail comme un point de contact central pour les problèmes de bureaucratie, tandis que la ministre de l'Économie, Katherina Reiche (CDU), espère que cela favorisera investissements, innovation et initiatives entrepreneuriales.

Une délégation d'environ 20 responsables de l'*AfD* se rend aux États-Unis pour assister à la remise du prix Allen-Welsh-Dulles à Markus Frohnmaier, porte-parole de la politique étrangère du groupe *AfD* au Bundestag. Ce prix, décerné par le New York Young Republican Club, récompense des personnalités incarnant un « esprit anti-marxiste agressif » et a précédemment honoré des figures proches de Donald Trump. Pour l'*AfD*, cette distinction constitue une reconnaissance internationale, notamment de la part du camp MAGA. La délégation comprend plusieurs députés fédéraux et régionaux, visant à renforcer les liens avec l'administration Trump. Cette initiative suscite des critiques, y compris au sein du parti, certains jugeant la taille de la délégation excessive. Depuis 2025, les contacts entre l'*AfD* et le camp trumpiste se multiplient, marquant un tournant par rapport à l'ancienne méfiance du parti envers les États-Unis.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Lors du congrès de la *CSU*, samedi dernier le 13 décembre 2025, **Markus Söder** a été réélu président du parti avec 83,6 % des voix, son plus faible résultat à ce poste. Ce score a été interprété comme un signe de mécontentement interne. Une partie des délégués critique les compromis conclus au niveau fédéral dans le cadre de la coalition avec le *SPD*, notamment sur les questions sociales et de retraites, ainsi que le manque de résultats rapides de l'action gouvernementale. Le discours de Söder s'est distingué par un ton plus sobre et institutionnel que par le passé. Il a salué le travail du gouvernement à Berlin et affiché son soutien au chancelier Friedrich Merz, en particulier sur la politique étrangère. Cette posture a contrasté avec son style plus offensif, traditionnellement apprécié par la base du parti.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

64,1 %



Au 3^e trimestre 2025, les énergies renouvelables ont dominé la production électrique en Allemagne, représentant **64,1 %** du total national. L'éolien a généré 26,8 % (+10,5 %) et le photovoltaïque 24,1 % (+3,2 %), tandis que le biogaz et l'hydroélectricité ont légèrement diminué (-5,4 % et -22,0 %). Cette croissance est portée par l'extension des installations éoliennes et solaires. Les énergies conventionnelles restent minoritaires : le charbon a baissé à 20,6 % (-2,2 %) et le gaz naturel a augmenté à 12,0 % (+8,1 %). Le mix électrique conventionnel représente désormais 35,9 % de la production. Les importations d'électricité ont chuté de 11,9 % à 20,7 milliards de kWh, tandis que les exportations ont progressé de 5,9 % à 12,5 milliards. Le solde net d'importation a diminué de 30,3 % à 8,2 milliards de kWh, renforçant l'indépendance énergétique du pays.